



Marché à procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

COMMUNE DE FAYENCE

3 boulevard de l'Annonciade – 83 440 FAYENCE

Tél. 04.94.39.15.25 – Courrier électronique : commande.publique@ville-fayence.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Maire

Objet de la consultation

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année de la commune de Fayence

Remise des offres

Date limite de réception des offres : lundi 1^{er} juin 2026 à 12h00

Table des matières

Article 1 – Définition des prestations	3
Article 2 – Durée du marché.....	3
Article 3 – Pièces contractuelles.....	4
Article 4 – Prix du marché.....	4
4.1 – Nature du prix.....	4
4.2 – Caractère des prix	4
4.3 – Révision des prix	4
Article 5 – Modalités de paiement.....	5
5.1 – Principe du paiement.....	5
5.2 – Facturation.....	5
5.3 – Délai de paiement.....	6
5.4 – Avance.....	6
Article 6 – Conditions d'exécution du marché.....	6
6.1 – Période d'illumination	6
6.2 – Installation et dépose.....	6
6.3 – Essais et mise en service.....	6
6.4 – Présence lors de l'allumage	7
6.5 – Maintenance et interventions.....	7
Article 7 – Responsabilités et assurances.....	7
7.1 – Responsabilité du titulaire.....	7
7.2 – Assurances obligatoires	7
Article 8 – Pénalités.....	8
8.1 – Pénalités pour retard d'installation	8
8.2 – Pénalités pour non-respect du délai d'intervention	8
8.3 – Absence lors de l'allumage	8
8.4 – Pénalités pour retard de dépose.....	8
8.5 – Plafond des pénalités.....	8
Article 9 – Résiliation	8
9.1 – Résiliation pour faute du titulaire	9
9.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général	9
9.3 – Résiliation en cas de procédure collective	9
Article 10 – Différends et règlement des litiges	9
Article 11 – Attribution de compétence.....	9
Article 12 – Dérogations au CCAG-FCS.....	9

Article 1 – Définition des prestations

Le présent marché a pour objet la conception et la mise en œuvre d'un dispositif d'illuminations de fin d'année sur le territoire de la commune de Fayence.

Les prestations comprennent notamment :

- la conception annuelle du dispositif d'illuminations ;
- la fourniture en location des décors lumineux et équipements associés ;
- l'installation complète des dispositifs (pose, raccordement et sécurisation) ;
- la maintenance et les interventions nécessaires pendant toute la période d'illumination ;
- la dépose des installations et la remise en état des sites.

Le dispositif devra intégrer :

- un traitement qualitatif renforcé du centre ancien, visant à créer une ambiance lumineuse immersive et structurante ;
- une mise en valeur des entrées de quartiers et des axes d'accès ;
- une implantation assurant cohérence esthétique et continuité visuelle entre les différents secteurs.

Les orientations artistiques et les choix d'implantation feront l'objet d'une réunion annuelle de préparation entre le titulaire et les représentants de la collectivité.

Cette réunion, organisée au cours des mois de juin ou juillet précédant la période d'illumination, donnera lieu à la validation du dispositif retenu pour l'année concernée.

Article 2 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement trois (3) fois, par période d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction est automatique sauf décision contraire de la collectivité notifiée au titulaire par tout moyen permettant de conférer date certaine, au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Indépendamment des stipulations relatives à la résiliation prévues au CCAG-FCS en vigueur, la collectivité se réserve la possibilité :

- de mettre fin au marché avant son terme en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations contractuelles, après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti ;
- de résilier le marché à tout moment pour motif d'intérêt général, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Article 3 – Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, classées par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique remis par le titulaire
- Le Règlement de la Consultation (RC)

Le marché est soumis au Cahier des Clauses Administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) en vigueur à la date de signature du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les documents commerciaux ou conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Article 4 – Prix du marché

4.1 – Nature du prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le prix couvre l'ensemble des prestations définies dans les pièces contractuelles, sans qu'aucune prestation nécessaire à la bonne exécution du marché ne puisse donner lieu à facturation complémentaire, sauf modification formalisée du marché.

Le montant annuel du marché ne pourra excéder quarante mille euros hors taxes (40 000 € HT).

4.2 – Caractère des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, dit « mois zéro ».

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché.

En cas de reconduction, les prix pourront faire l'objet d'une révision annuelle, dans les conditions prévues au présent article.

4.3 – Révision des prix

La révision intervient uniquement à la date anniversaire du marché et s'applique à la période de reconduction concernée.

Elle est effectuée par l'application du Coefficient Cn défini comme suit :

$$Cn = In / Io$$

Dans laquelle :

- Io correspond à la valeur de l'indice retenu au mois zéro ;
- In correspond à la valeur du dernier indice définitif connu au mois précédant la demande de révision.

L'indice de référence retenu est l'indice INSEE « ICHT-IMU – Industries mécaniques et électriques » ou tout indice s'y substituant.

La variation résultant de l'application de la formule pourra conduire à une hausse ou à une baisse des prix.

Toutefois, l'évolution annuelle du montant du marché est plafonnée à une variation maximale de cinq pour cent ($\pm 5\%$) par rapport au montant applicable l'année précédente.

Toute demande de révision devra être transmise par le titulaire au moins un (1) mois avant la date anniversaire du marché et devra comporter :

- la demande écrite de révision ;
- le détail du calcul appliqué ;
- les valeurs d'indices retenues ;
- le nouveau montant proposé.

À défaut de transmission dans ce délai, la révision ne pourra être appliquée pour l'année considérée.

La révision ne peut être rétroactive.

Elle ne devient applicable qu'après validation expresse de la collectivité. À défaut d'un accord formel, les prix antérieurs demeurent applicables.

Article 5 – Modalités de paiement

5.1 – Principe du paiement

Le paiement intervient après service fait, sur la base du prix global et forfaitaire annuel fixé à l'Acte d'Engagement.

Le service est réputé fait après :

- l'installation complète des illuminations ;
- la réalisation des essais d'allumage ;
- le maintien en fonctionnement pendant la période d'illumination ;
- la dépose des installations et la remise en état des sites.

5.2 – Facturation

Le titulaire émet une facture unique par année d'exécution du marché.

La facture devra comporter obligatoirement :

- les références du marché ;
- l'année d'exécution concernée ;
- le montant hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises.

Les factures sont transmises exclusivement sous forme électronique via le portail public de facturation Chorus Pro.

Acheteur : Commune de Fayence

SIRET : 218 300 556 00014

Toute facture non conforme aux stipulations du présent article pourra être rejetée.

5.3 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues intervient dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la facture conforme.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus de plein droit, sans qu'il soit nécessaire pour le titulaire d'en faire la demande.

Le taux des intérêts moratoires est celui prévu par le Code de la commande publique.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros.

5.4 – Avance

Aucune avance n'est prévue au titre du présent marché.

Article 6 – Conditions d'exécution du marché

6.1 – Période d'illumination

La période d'illumination est définie chaque année par la collectivité, à l'issue de la réunion annuelle prévue à l'article 1.

À titre indicatif, la période d'illumination s'étend généralement du mercredi précédant les vacances scolaires de Noël jusqu'au lendemain des vœux du Maire.

Le titulaire s'engage à assurer le fonctionnement continu des installations pendant toute la période définie.

6.2 – Installation et dépose

Le calendrier précis d'installation et de dépose est arrêté chaque année en concertation avec la collectivité.

L'installation complète des dispositifs devra être achevée au plus tard une semaine avant le début de la période d'illumination définie pour l'année considérée.

La dépose des installations devra intervenir dans un délai compatible avec les contraintes d'exploitation de la commune, selon un calendrier fixé en réunion annuelle.

Le titulaire est responsable de la sécurisation des installations pendant toute la durée du marché.

6.3 – Essais et mise en service

Un essai général d'allumage sera réalisé avant le démarrage officiel des illuminations, en présence des représentants de la collectivité.

Le titulaire devra procéder aux ajustements nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement et la conformité du dispositif.

6.4 – Présence lors de l'allumage

Le titulaire devra assurer la présence d'un représentant habilité lors de la soirée d'allumage officiel des illuminations, afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de dysfonctionnement.

6.5 – Maintenance et interventions

Le titulaire assure la maintenance complète des installations pendant toute la période d'illumination.

En cas de dysfonctionnement, le titulaire devra intervenir dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures à compter du signalement par la collectivité.

Les modalités techniques d'intervention sont précisées au CCTP.

Article 7 – Responsabilités et assurances

7.1 – Responsabilité du titulaire

Le titulaire est seul responsable de l'exécution des prestations qui lui sont confiées au titre du présent marché.

Il assume l'entière responsabilité :

- des opérations de transport, d'installation, de maintenance et de dépose des dispositifs lumineux ;
- des dommages causés aux tiers, aux biens publics ou privés et aux personnes ;
- du respect des dispositions réglementaires applicables en matière de sécurité, d'électricité et d'occupation du domaine public.

La responsabilité de la collectivité ne pourra être recherchée du fait des prestations exécutées par le titulaire, sauf faute propre de celle-ci.

7.2 – Assurances obligatoires

Le titulaire doit être couvert, pendant toute la durée du marché, par une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour les activités liées à l'installation et à l'exploitation d'illuminations temporaires.

Cette assurance devra couvrir notamment :

- les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ;
- les dommages pouvant survenir lors des phases de pose, d'exploitation et de dépose ;
- les risques liés aux installations électriques temporaires.

Le montant minimal de garantie est fixé à 3 000 000 € par sinistre.

Le titulaire devra transmettre à la collectivité, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant toute exécution, une attestation d'assurance en cours de validité précisant :

- la nature des garanties souscrites ;
- les montants de couverture ;
- la période de validité.

Il s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée d'exécution du marché et à fournir toute attestation actualisée à la demande de la collectivité.

Article 8 – Pénalités

8.1 – Pénalités pour retard d'installation

En cas de non-respect du délai d'installation fixé conformément à l'article 6, et après mise en demeure restée sans effet, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **500 € HT par jour de retard entamé**.

8.2 – Pénalités pour non-respect du délai d'intervention

Le délai d'intervention proposé par le titulaire à l'Acte d'Engagement ne pourra excéder vingt-quatre (24) heures.

En cas de non-respect du délai d'intervention contractuellement engagé, et après mise en demeure restée sans effet, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **300 € HT par jour de retard entamé**, par intervention concernée.

8.3 – Absence lors de l'allumage

En cas d'absence injustifiée du représentant habilité du titulaire lors de la soirée d'allumage officiel, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **500 € HT**.

8.4 – Pénalités pour retard de dépose

En cas de non-respect du calendrier de dépose fixé avec la collectivité, et après mise en demeure restée sans effet, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **300 € HT par jour de retard entamé**.

8.5 – Plafond des pénalités

Le montant total des pénalités appliquées au titre d'une année d'exécution est plafonné à **10 % du montant annuel du marché**.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la possibilité pour la collectivité de demander réparation du préjudice subi réellement si celui-ci excède le montant des pénalités.

Article 9 – Résiliation

Les modalités de résiliation du présent marché sont régies par les dispositions du CCAG-FCS applicable, sous réserve des stipulations particulières ci-après.

9.1 – Résiliation pour faute du titulaire

En cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations contractuelles, la collectivité pourra procéder à la résiliation du marché, après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

Constituent notamment des manquements susceptibles de justifier la résiliation :

- le non-respect des délais d'intervention ;
- le non-respect des délais d'installation ou de dépose ;
- l'absence injustifiée lors de l'allumage officiel ;
- des défauts graves de sécurité ou de conformité des installations ;
- l'absence ou l'insuffisance des garanties d'assurance requises.

La résiliation pour faute pourra être prononcée sans indemnité au profit du titulaire.

9.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

La collectivité peut, à tout moment, mettre fin au marché pour un motif d'intérêt général, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

9.3 – Résiliation en cas de procédure collective

En cas de procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire du titulaire, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par la réglementation applicable.

Article 10 – Différends et règlement des litiges

Tout différend relatif à l'exécution du présent marché devra faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation adressé à la collectivité, conformément aux dispositions du CCAG-FCS applicable.

La collectivité dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision.

L'absence de réponse dans ce délai vaut décision de rejet.

Le titulaire peut, le cas échéant, saisir le comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 11 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Toulon est compétent pour connaître de tout litige relatif à la passation ou à l'exécution du présent marché.

Les voies et délais de recours sont ceux prévus par le Code de justice administrative.

Article 12 – Dérogations au CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS applicable en ce qui concerne :

- les modalités particulières de révision des prix prévues à l'article 4 ;
- les pénalités prévues à l'article 8 ;

- les stipulations particulières relatives à la résiliation prévues à l'article 9.

Toutes les autres stipulations du CCAG-FCS demeurent applicables.